



Département du puy de Dôme

Commune d'Olmet

Révision du zonage d'assainissement du bourg

Carte de Zonage et Notice explicative

INFORMATIONS SUR LE DOSSIER

		AGENCE DE SAINTE-FLORINE				
E-MO-REA- <small>T:\AFFAIRES\63\Maitre d'ouvrage\Olmet\AFF1907 DS-Olmet-Etude Asst\3 DOCUMENTS DE TRAVAIL/Notice révision zonage juin 2025</small>		Révision zonage d'assainissement				
Indice	Date	Établi par	Visa	Vérification	Visa	Commentaire / modification
A	Avril 2025	Mathieu MONTEIL		Eric SALSON		

SOMMAIRE

1.	Situation actuelle	6
1.1.	Situation géographique et administrative	6
1.2.	Réseaux Hydrographiques et milieu récepteur	6
1.3.	Contexte général	8
1.3.1.	Démographie	8
1.3.2.	Habitat	8
1.4.	Contexte environnemental	9
1.4.1.	Zonage "Nature"	10
1.4.2.	Zonage "Eaux et milieux aquatiques"	12
1.4.3.	Site inscrit.....	13
1.4.4.	Usages de l'eau	14
1.4.5.	Classement en zone vulnérable et en zone sensible	14
1.4.6.	Zone inondable / PPRI.....	14
1.5.	Document d'urbanisme	14
2.	Etat actuel de l'assainissement	15
2.1.	Etat actuel de l'assainissement autonome.....	15
3.	L'assainissement non collectif	15
3.1.	Définition d'une filière d'assainissement non collectif avec traitement par le sol	15
3.2.	Installations d'assainissement non collectif avec d'autres dispositifs de traitement	16
3.3.	Coûts d'un assainissement autonome	17
3.4.	Contraintes de l'habitat vis-à-vis de l'assainissement autonome	17
4.	Présentation et justification du zonage assainissement	18
4.1.	Zones d'assainissement collectif	18
4.2.	Zones d'assainissement non collectif.....	19
5.	Programme de travaux.....	19
6.	Coûts d'investissement liés à la mise en œuvre du nouveau zonage	21
7.	Dispositions législatives et réglementaires du zonage d'assainissement	22
7.1.	Définition de l'assainissement non collectif.....	22
7.2.	Le cadre réglementaire de l'assainissement non collectif	22
7.3.	Modalités du contrôle de l'assainissement non collectif	26
7.4.	Le cadre réglementaire de l'assainissement collectif.....	28

GLOSSAIRE

DBO ₅	Demande Biochimique en Oxygène sur 5 jours
DCO	Demande Chimique en Oxygène
STEP	Station d'épuration
ANC	Assainissement non collectif
DREAL	Direction régionale de l'Environnement, de l'Aménagement et du Logement
SPANC	Service Public d'Assainissement Non Collectif
PSIC	Propositions de Sites d'Importance Communautaire
SIC	Sites d'Importance Communautaire
ZNIEFF	Zone Naturelle d'Intérêt Écologique, Faunistique et Floristique
ZICO	Zone Importante pour la Conservation des Oiseaux
ZSC	Zones Spéciales de Conservation
ECPP	Eaux Claires Parasites Permanentes
ECPT	Eaux Claires Parasites Temporaires
QMNA	Débit mensuel minimal de chaque année civile
QMNA ₅	Débit mensuel minimal ayant la probabilité 1/5 de ne pas être dépassé une année donnée

AVANT PROPOS

L'actuel zonage d'assainissement est en vigueur depuis 2005, après une enquête publique qui s'était tenue du 02 mai 2005 au 30 mai 2005.

Sur l'ensemble de la commune, seul le bourg d'Olmet est actuellement classé en assainissement collectif, les hameaux et lieux-dits sont en assainissement non collectif. Le plan du zonage actuel figure en **annexe 1**.

Suite à une étude de faisabilité de l'assainissement du bourg, la commune a décidé de mettre à jour le zonage d'assainissement, afin d'exclure certaines habitations du bourg de la zone d'assainissement collectif.

Ce rapport a pour objet de présenter la révision du zonage d'assainissement du bourg de la commune d'Olmet pour sa mise à l'enquête publique.

Ce mémoire s'attache à présenter et à justifier le zonage d'assainissement retenu par la collectivité.

La carte de zonage modifiée donnée en **annexe 4** présente le secteur du territoire communal classé en zone d'assainissement collectif.

A la fin du document, il est rappelé les dispositions et les obligations techniques, législatives et réglementaires applicables à la commune et aux particuliers suite à la définition des zones d'assainissement collectif et non collectif.

1. Situation actuelle

1.1. Situation géographique et administrative

La commune d'Olmet se situe dans les monts du Forez, à l'est du département du Puy-de-Dôme.

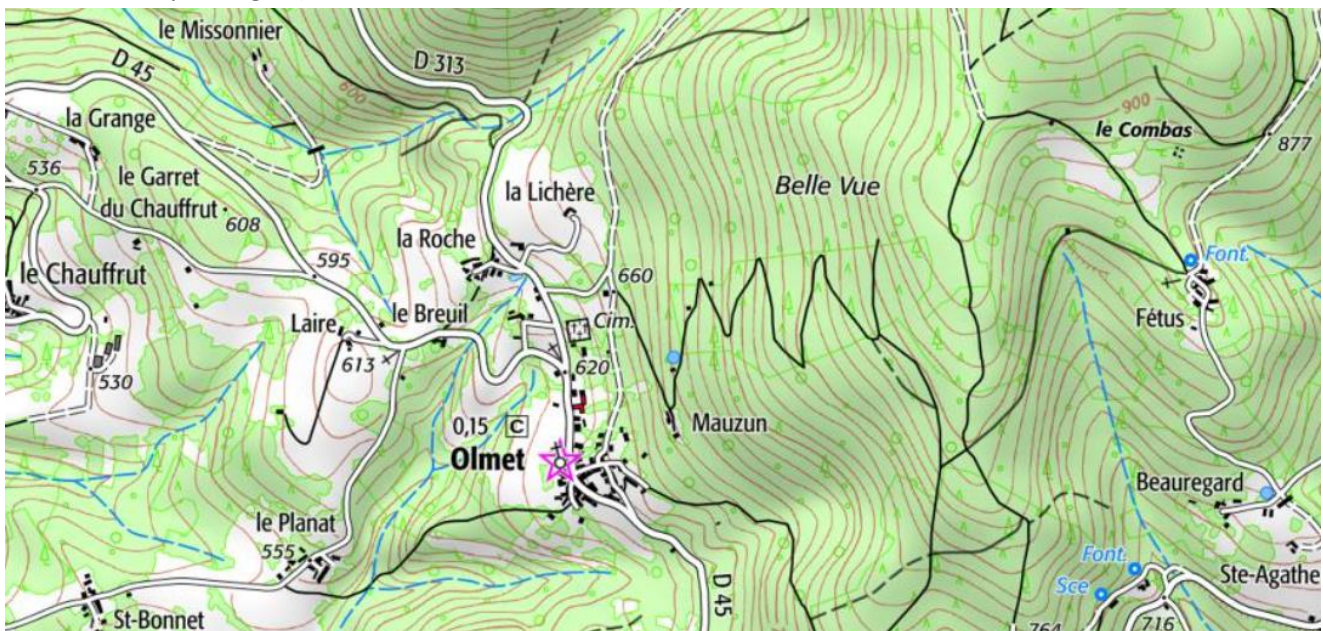
La commune d'Olmet est membre de la communauté de communes Thiers Dore et Montagne. Elle est rattachée à l'arrondissement de Thiers et dépend du canton des Monts du Livradois. Les communes limitrophes sont : La Renaudie au nord-est, le Brugeron à l'est Marat au sud-est Olliergues au sud-ouest, Augerolles à l'ouest et au nord.

Elle fait partie du parc naturel régional du Livradois Forez.

La commune s'étend sur une superficie de 1 554 hectares et présente un relief accidenté. Les cotes topographiques varient de 440 m, en limite Sud-Ouest de la commune au niveau du ruisseau de La Faye, à 955 m à l'Est, au lieu-dit dénommé Grand Olmet.

L'habitat est dispersé en plus de 40 hameaux, comptant pour la plupart moins de 5 habitants permanents.

Les sols sont occupés principalement par des bois pour 88 % de la surface communale. Les zones habitées sont entourées de pâturages (12 % de la surface communale).



Localisation de la commune d'Olmet – Carte extraite du site Géoportail

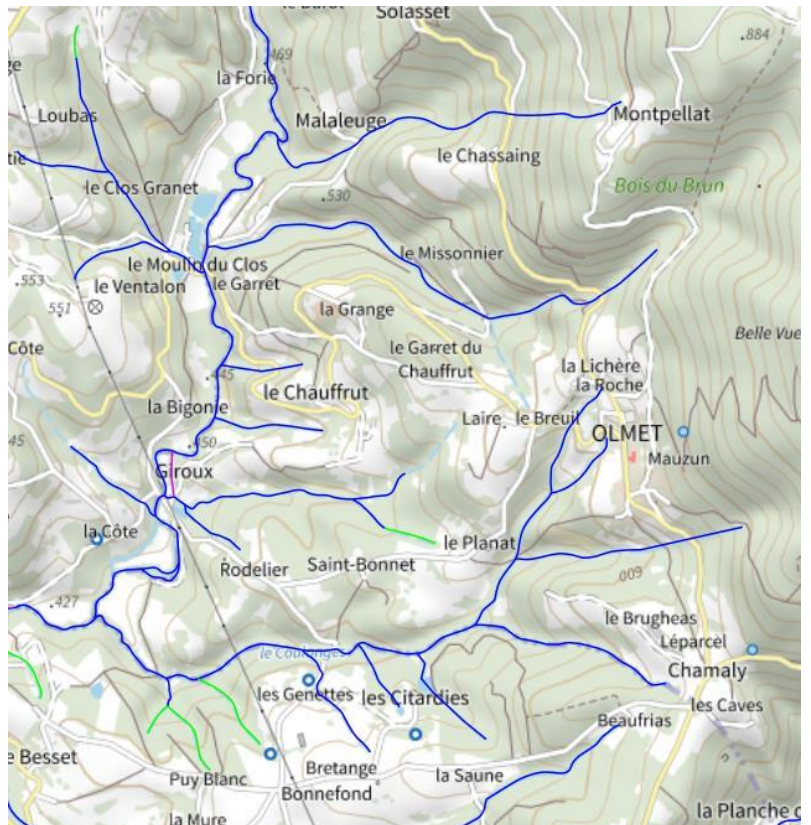
1.2. Réseaux Hydrographiques et milieu récepteur

On distingue deux bassins versants principaux sur la commune tout deux aboutissant à la rivière La Dore :

- Le bassin versant du ruisseau de La Faye, bordant la commune au nord et à l'ouest, et de ses affluents (ruisseau de Coutange en limite sud-ouest), occupant toute la partie centrale et nord de la commune.
- Le bassin versant du ruisseau de Gérize, s'écoulant du nord au sud et suivant la limite Sud-Est de la commune.

Ci-contre la représentation du ruisseau de Coutanges depuis le bourg jusqu'à sa confluence avec le ruisseau de La faye.

Seule La Dore fait l'objet d'un suivi hydraulique.



La station hydrographique la plus proche d'Olmet est située à St Gervais-sous-Meymont (référence de la station K2871910) juste en amont de la confluence avec le ruisseau de la Faye.

Les données concernant la Dore à St Gervais-sous-Meymont sont les suivantes :

Débit moyen mensuel le plus élevé en février : 16.4 m³/s

QMNA5 moyen : 2,41 m³/s

Débit maximum instantané : 228 m³/s en 2008

Concernant la qualité des eaux des rivières, on trouve des données disponibles sur les eaux de la Dore à Olliergues (station 04037900) et sur les eaux de La Faye à Augerolles juste au sud de Giroux (station 04428004).

Les fiches correspondantes sont jointes en [annexe 2](#).

L'objectif de qualité de La Faye défini par le SDAGE 2022-2027 du bassin Loire Bretagne est le bon état écologique et chimique.

On note par ailleurs sur le bourg la présence de sources. Ces sources alimentent des fontaines ou d'anciens puits. **Le trop-plein des fontaines présentes sur le bourg se mélangent aux rejets d'eaux usées** et contribue donc à la dilution des effluents.

1.3. Contexte général

1.3.1. Démographie

La population communale a évolué comme suit (source INSEE 2024) :

POP T1 - Population en historique depuis 1968									
	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021	2023
Population	231	171	146	144	137	143	159	168	188
Densité moyenne (hab/km ²)	14.9	11.0	9.4	9.3	8.8	9.2	10.2	10.8	12.1

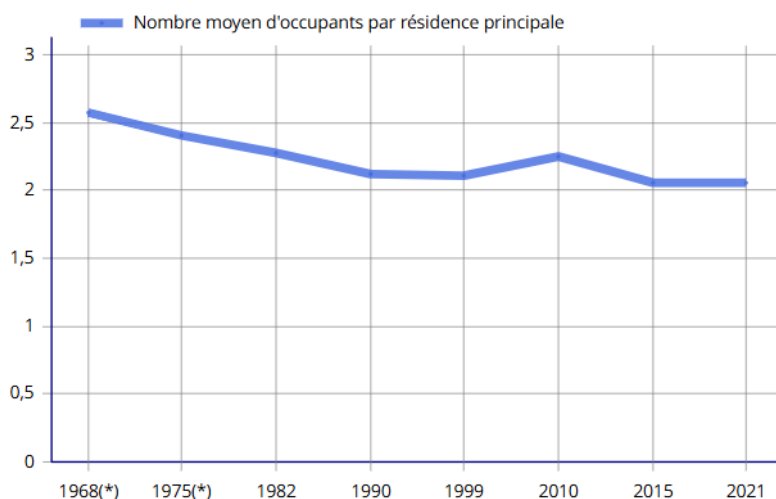
On constate une baisse du nombre d'habitants entre les années 1968 et 2000 puis un retour à la hausse de 2010 à 2023. La hausse atteint 20 % entre 2014 et 2023.

1.3.2. Habitat

La part des résidences secondaires, des logements occasionnels et des logements vacants est assez élevée, de l'ordre de 39 % en 2021.

Enfin, toujours selon le recensement de l'INSEE, le nombre moyen de personnes par ménage a évolué comme suit :

FAM G1 - Évolution de la taille des ménages en historique depuis 1968



La taille des ménages, conformément à une évolution générale, a diminué durant les quarante dernières années, passant de 2,6 hab./ab en 1968 à 2,1 hab./ab en 2021. Une certaine stabilisation est observée depuis 1990.

Sur ces mêmes années, le parc de logements a évolué comme suit (source INSEE 2024) :

Catégorie de logement	1968(*)	1975(*)	1982	1990	1999	2010	2015	2021
Ensemble	169	172	189	185	199	207	213	205
Résidences principales	90	71	64	68	65	63	77	81
Résidences secondaires et logements occasionnels	34	74	110	105	103	116	105	103
Logements vacants	45	27	15	12	31	27	31	20

Le parc de résidences principales a augmenté de 15 % au cours de la dernière décennie et le nombre de logements vacants a doublé.

Ainsi, en 2021, le nombre moyen d'habitants par résidences principales est de 2,05 considérant les derniers chiffres officiels de l'INSEE.

On note une part importante de résidences secondaires 48 % du nombre total contre 38 % pour les résidences principales.

1.4. Contexte environnemental

La commune est concernée par diverses mesures de gestion ou de protection du milieu naturel.

- Liste des zonages "Nature" :

Nom de la zone	Type de zone
Vallée de la Faye	. ZNIEFF de type 1
Haut Forez	. ZNIEFF de type 2
Dore et affluents	. Natura 2000
Vallées et piémonts du Nord Forez	. Natura 2000
Parc du Livradois Forez	. PNR

- Liste des zonages "Eau et milieux aquatiques" :

Nom de la zone	Type de zone
. Dore . La Loire en mont de sa confluence avec le Beuvron	. SAGE . Zone sensible à l'eutrophisation

Par ailleurs, **3 zones humides** sont répertoriées sur la commune, la plus proche du bourg se situant le long du ruisseau de La goutelle 800 m au nord.

Il n'existe pas de plan de gestion des risques sur la commune. Le secteur du bourg n'est pas soumis aux risques de retrait gonflement des argiles et se trouve en zone de sismicité modérée (3).

Le rapport des risques (sources Géorisques) sur la Commune d'Olmet est donné en **annexe 3**.

1.4.1. Zonage "Nature"

➤ ZNIEFF

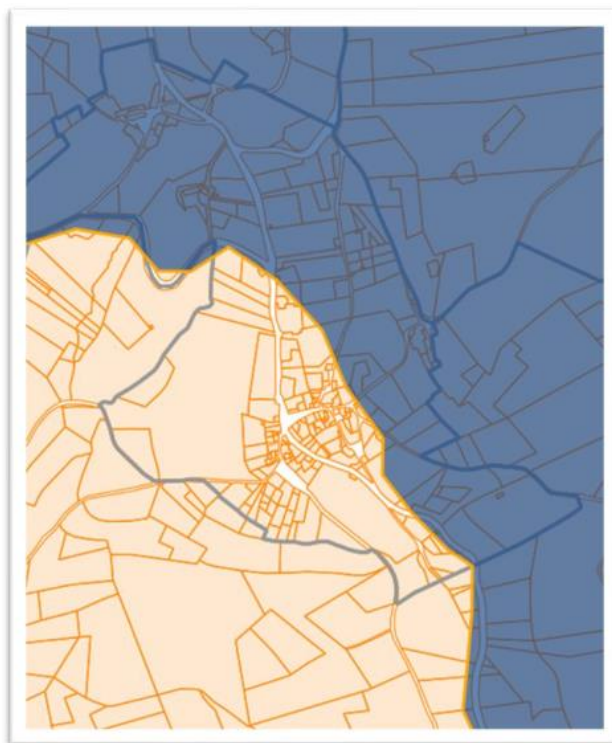
L'inventaire ZNIEFF (Zone Naturelle d'intérêt Ecologique Floristique et Faunistique) est un inventaire national établi à l'initiative et sous le contrôle du Ministère de l'Environnement. Il constitue un outil de connaissance du patrimoine national de la France.

Cet inventaire différencie deux types de zone :

- Les ZNIEFF de type 1 sont des sites, de superficie en général limitée, identifiés et délimités parce qu'ils contiennent des espèces ou au moins un type d'habitat de grande valeur écologique, locale, régionale, nationale ou européenne
- Les ZNIEFF de type 2 concernent les grands ensembles naturels, riches et peu modifiés avec des potentialités biologiques importantes qui peuvent inclure plusieurs zones de type 1 ponctuelles et des milieux intermédiaires de valeur moindre mais possédant un rôle fonctionnel et une cohérence écologique et paysagère.

L'inventaire ZNIEFF est un outil de connaissance. Il ne constitue pas une mesure de protection juridique directe. Toutefois, l'objectif principal de cet inventaire réside dans l'aide à la décision en matière d'aménagement du territoire vis-à-vis du principe de la préservation du patrimoine naturel.

- Ci-dessous, l'emprise des ZNIEFF présentes sur la commune (à gauche Vallée de la Faye, à droite Haut Forez)



➤ NATURA 2000

Outils fondamentaux de la politique européenne de préservation de la biodiversité, les sites Natura 2000 visent une meilleure prise en compte des enjeux de biodiversité dans les activités humaines. Ces sites sont désignés pour protéger un certain nombre d'habitats et d'espèces représentatifs de la biodiversité européenne.

La démarche du réseau Natura 2000 privilégie la recherche collective d'une gestion équilibrée et durable des espaces qui tienne compte des préoccupations économiques et sociales.

Les activités humaines et les projets d'infrastructure sont possibles en site Natura 2000. Pour éviter les activités préjudiciables à la biodiversité, les projets susceptibles d'avoir des incidences sur les espèces et habitats protégés doivent être soumis à évaluation préalable.

La gestion des sites Natura 2000 relève d'une démarche participative des acteurs du territoire. Un comité de pilotage définit pour chaque site des objectifs de conservation et des mesures de gestion qui sont ensuite mis en œuvre sous forme de chartes et des contrats co-financés par l'Union européenne.

- Ci-après, l'emprise des zonages Natura 200, à l'Ouest « Dore et affluents » à l'Est « vallées et piémonts du Nord Forez » :



1.4.2. Zonage "Eaux et milieux aquatiques"

La commune de Néronde sur Dore est concernée par le SAGE "Dore" qui s'étend depuis la source sur la commune de Saint Bonnet le bourg jusqu'à la confluence avec l'Allier, ce qui représente un bassin versant de 1 700 km² réparti sur 3 départements.

Le SAGE "Dore" a été validé par arrêté préfectoral le 7 mars 2014.

➤ SAGE

Le SAGE est un outil de planification à portée réglementaire qui a pour vocation la définition et la mise en œuvre d'une politique locale cohérente en matière de gestion de l'eau et des milieux aquatiques.

Il a ainsi quatre fonctions essentielles :

- Il fixe les objectifs de qualité des eaux à atteindre dans un délai donné
- Il répartit l'eau entre les différentes catégories d'utilisateurs
- Il identifie et protège les milieux aquatiques sensibles
- Il définit des actions de développement et de protection des ressources en eau et de lutte contre les inondations.

1.4.3. Site inscrit

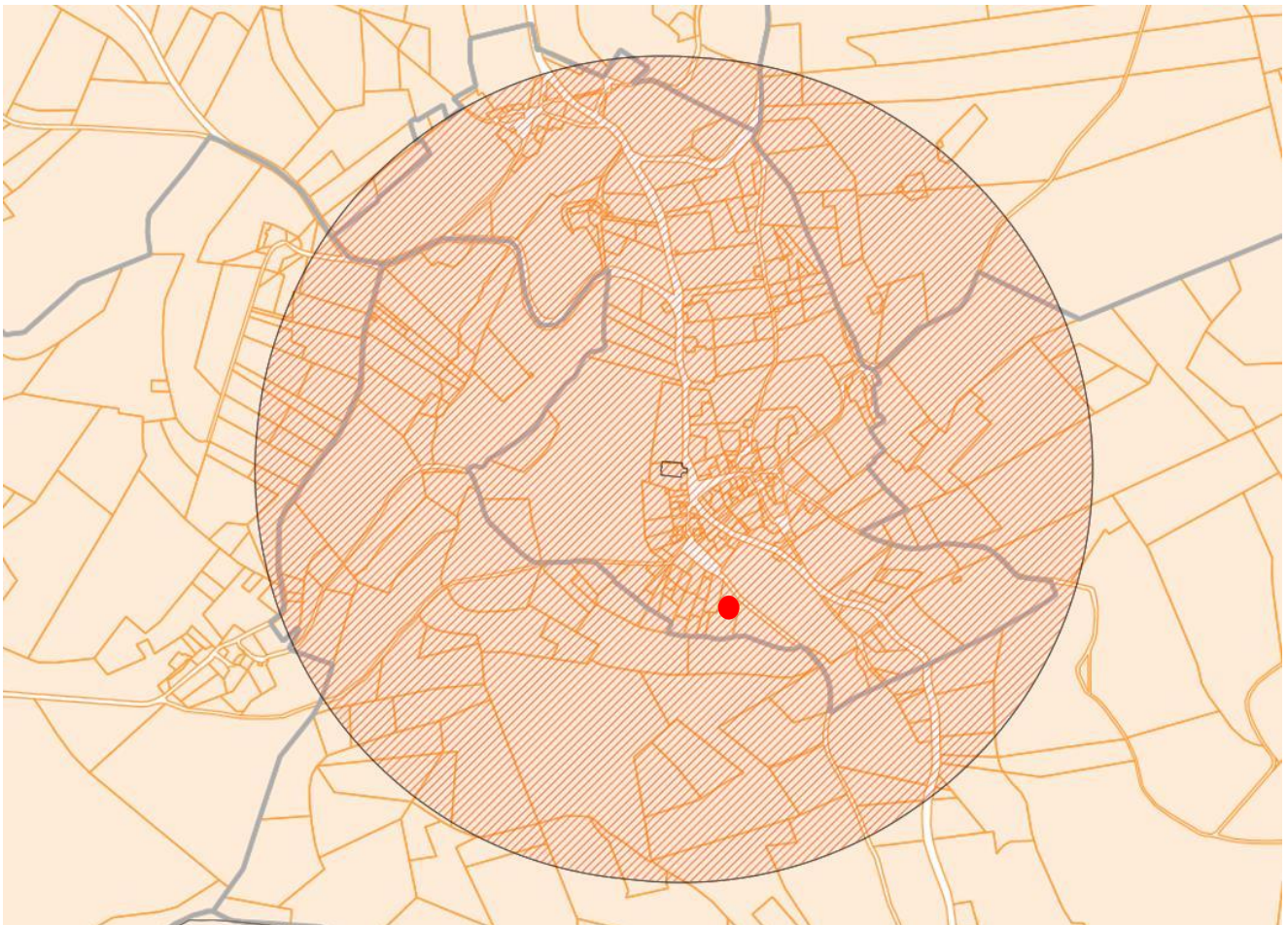
L'église Saint-Jean Baptiste, présente au centre bourg, est inscrite aux monuments historiques depuis le 14 janvier 2019.

Reconstruite au XVe siècle sur les bases d'un monument plus ancien, puis agrandie aux XVI^e et XVII^e siècle, l'église est en partie ornée de fresques remarquables de Léon Boudal, curé de Murol et peintre de l'Ecole de Murol, il entreprit ce travail au tout début du XX^e siècle (1902-1903). A l'extérieur se trouve une statue en pierre blanche de Sainte Anne, datée du XVe siècle.

L'association pour la sauvegarde du patrimoine d'Olmet travaille depuis 2009 à la préservation de l'édifice.

La loi du 25 février 1943 instaure l'avis de l'Architecte des Bâtiments de France sur toute demande d'autorisation de travaux à l'intérieur d'un périmètre de protection de 500 mètres de rayon autour des monuments historiques, qu'ils soient classés ou inscrits.

Ci-dessous l'emprise de 500 m à la périphérie de l'église avec emplacement de la future station de traitement :



1.4.4. Usages de l'eau

Il n'y a pas de prélèvement d'eau potable sur le milieu récepteur direct du bourg d'Olmet ni sur la masse d'eau le « ruisseau de Coutanges » impactée par le(s) rejet(s).

Aucune zone de baignade autorisée n'est recensée sur la commune.

1.4.5. Classement en zone vulnérable et en zone sensible

Les zones sensibles sont des bassins versants, lacs ou zones maritimes qui sont particulièrement sensibles aux pollutions.

phosphore, d'azote, ou de ces deux substances, doivent être réduits.

Il peut également s'agir de zones dans lesquelles un traitement complémentaire (traitement de l'azote ou de la pollution microbiologique) est nécessaire afin de satisfaire aux directives du Conseil dans le domaine de l'eau (directive "eaux brutes", "baignade" ou "conchyliculture")

La première délimitation des zones sensibles à l'eutrophisation a été réalisée dans le cadre de l'application du décret n°94- 469 du 3 juin 1994 qui transcrit en droit français la directive européenne n°91/271 du 21 mai 1991 relative au traitement des eaux résiduaires urbaines. Ce zonage est également illustré sur la carte b4 du SDAGE Adour Garonne. Cette carte devant être révisée au moins tous les 4 ans, de nouvelles zones ont été créées en 1999, puis en 2005-2006.

Dans ces zones, les eaux résiduaires urbaines doivent faire l'objet d'un traitement complémentaire de l'azote et/ou du phosphore et/ou d'un traitement de la pollution microbiologique (pour les stations d'une capacité supérieure à 10 000 EH d'après l'arrêté du 22/06/2007).

La commune est classée sur l'ensemble de son territoire en zone sensible à l'eutrophisation. Dans ces zones, les eaux résiduaires urbaines doivent faire l'objet d'un traitement complémentaire de l'azote et/ou du phosphore et/ou d'un traitement de la pollution microbiologique (pour les stations d'une capacité supérieure à 10 000 équivalents-habitants, d'après l'arrêté du 21 Juillet 2015 modifié).

En revanche, la commune n'est pas classée en zone vulnérable à la pollution par les nitrates d'origine agricole.

1.4.6. Zone inondable / PPRI

La commune d'Olmet ne relève d'aucun PPRI (Périmètre de Protection des Risques Inondables).

1.5. Document d'urbanisme

La commune d'Olmet ne dispose pas de plan local d'urbanisme.

2. Etat actuel de l'assainissement

Un réseau d'assainissement existant collecte de l'ordre de 40 logements occupés. Ce réseau, qui collecte les eaux usées et les eaux pluviales du bourg, est entièrement unitaire. Ce réseau est aujourd'hui en rejet direct vers le milieu récepteur sans traitement préalable : cinq points de rejet direct ont été recensés.

En effet, la commune d'Olmet ne dispose pas de station de traitement des eaux usées, mais le nombre d'équivalents-habitants y est estimé à 82.

Le plan des réseaux de collecte des eaux usées existant est joint en **annexe 6**.

Bien qu'aucun passage caméra n'ait été réalisé récemment, la commune indique que sur des exercices précédents des tentatives d'inspection télévisées ont été réalisées ou la caméra a manqué d'être perdue. On peut en conclure que le réseau est en mauvais état.

2.1. Etat actuel de l'assainissement autonome

La compétence de l'assainissement non collectif a été prise par le SPANC de la Communauté de communes Thiers Dore et Montagne. Il a, par exemple, pour mission le diagnostic des installations de traitement autonomes des effluents.

8 installations ont fait l'objet d'un contrôle.

Suite à ces différents contrôles, les avis émis par les contrôleurs sont :

- 4 installations ne disposent pas de traitement (parcelles AI 115, AI 167, AI 180 et AI 131)
- 2 installations sont classées en « absence d'installation » (AI 52, AI 282 et AI 195)
- 2 installations ont reçu un avis favorable (AI 214 et AI 99) **ces 2 parcelles étant déjà en dehors du zonage** collectif tel que défini en 2005.

3. L'assainissement non collectif

Des fiches techniques d'aide à la décision présentant bon nombre de filières sont données en **annexe 5**.

3.1. Définition d'une filière d'assainissement non collectif avec traitement par le sol

Les eaux usées domestiques (eaux vannes et eaux ménagères) sont prétraitées dans une fosse toutes eaux équipées d'un préfiltre (intégré ou non à la fosse). La fosse permet la décantation des matières en suspension des eaux collectées, la rétention des éléments flottants et une première étape de dégradation. Dans certains cas, la fosse est complétée par un bac dégraisseur.

Les eaux usées sont ensuite acheminées vers un système d'infiltration-épuration. Ce système est différent selon les caractéristiques du sol : nature argileuse, sableuse ou rocheuse, remontée d'eau au niveau du sol en hiver...

Rôle du prétraitement :

Flottation des graisses, décantation des matières solides et dégradation des matières organiques

Ouvrages :

- Bac dégraisseur
- Fosse toutes eaux
- Préfiltre décolloïdeur

Rôle de l'infiltration-épuration :

Traitement de la pollution carbonée, azotée et bactérienne

Ouvrages :

Soit par un sol naturel (sol en place). Dans ce cas on trouve les systèmes suivants :

- Les tranchées d'épandage à faible profondeur
- Le lit d'épandage à faible profondeur

Soit par un sol reconstitué (massif de sable). Les différents systèmes rencontrés sont alors :

- Le lit filtrant vertical non drainé
- Le filtre à sable vertical drainé
- Le lit filtrant drainé à flux vertical à massif de zéolithe
- Le lit filtrant drainé à flux horizontal
-

Les caractéristiques et les conditions de mise en œuvre de ces installations sont précisées à l'annexe 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié par l'arrêté du 7 mars 2012 puis du 26 février 2021.

Le choix du traitement dépend :

- De la taille de l'habitation ;
- Des caractéristiques du site (surface disponible, limites de propriété, arbres, puits, cavités souterraines, passage de véhicules, emplacement de l'habitation, existence d'exutoires, pente du terrain, sensibilité du milieu récepteur, servitudes diverses...) ;

L'aptitude du sol à l'épuration (perméabilité, épaisseur de sol avant la couche rocheuse, niveau de remontée maximale de la nappe...).

3.2. Installations d'assainissement non collectif avec d'autres dispositifs de traitement

Les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les ministres en charge de l'écologie et de la santé, à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement.

La liste des dispositifs de traitement agréés et les fiches techniques correspondantes sont publiées au journal officiel.

Des solutions très variées sont présentes sur le marché (filtres compacts, filtres plantées, microstations à cultures libres, microstations à culture fixées).

3.3. Coûts d'un assainissement autonome

Le prix moyen d'un assainissement non collectif peut varier selon plusieurs critères : le type de dispositif, la configuration du terrain, son accessibilité, l'aptitude du sol à l'infiltration...

Le prix minimum est de l'ordre de 8 000 € HT pour une installation simple (fosse et épandage) sans contraintes de terrain et peut aller jusqu'à 20 000 € HT en cas de contraintes multiples (peu de place, pas d'infiltration, accès difficiles...) et la mise en place de solutions compactes type micro-station.

En l'absence d'études à la parcelle lors de l'étude de faisabilité, le prix moyen retenu est de 14 000 € HT pour l'ensemble des habitations hors zonage collectif.

Ce type de travaux peut être éligible auprès de l'Agence de l'eau Loire Bretagne à hauteur de 30% dans le cadre d'une opération groupée portée par la collectivité. Des aides sont également envisageables auprès de l'Agence Nationale pour l'Amélioration de l'Habitat (ANAH).

Il existe également des possibilités de TVA à taux réduit (10%) ainsi que d'aides aux financements via un éco prêt à taux zéro remboursable sur 10 ans.

Par ailleurs, il faut également inclure des frais annexes (études, entretien, maintenance, énergie etc..).

En effet, une étude de sol à la parcelle est nécessaire qui permettra de définir les critères de dureté du sol en place et son aptitude à l'infiltration, et ceux afin de définir la filière la plus adaptée à chaque cas de figure. Cette étude coûte de l'ordre de 600 € HT, il serait pertinent de pouvoir mutualiser plusieurs parcelles afin de réduire les coûts d'aménagement et de repli du matériel.

Il y a également les divers contrôles du SPANC évoqués au chapitre 2.1. La communauté de communes Thiers Dore et montagne qui gère ce service facture au montant de 170 € TTC (prix 2024) le contrôle de conception et le contrôle des travaux soit 340 € TTC. Le contrôle périodique (tous les 8 ans) est étalé sur la période pour un coût de 15 € TTC/an.

Enfin, ce type de filière nécessite des entretiens réguliers dont le coût dépend de la filière mise en œuvre, il en va de même pour l'énergie, certaines filières étant autonomes, d'autres nécessitent un raccordement électrique.

3.4. Contraintes de l'habitat vis-à-vis de l'assainissement autonome

Suite au rendu de l'étude faisabilité, l'habitat présente de fortes contraintes vis-à-vis de l'assainissement autonome notamment au niveau du centre bourg d'Olmet :

- Absence ou manque de surface de terrain suffisante pour implanter un assainissement individuel
- Présence de rocher apparent qui complique la mise en place d'un dispositif d'assainissement
- Terrain non attenant à l'habitation ou enclavé

4. Présentation et justification du zonage assainissement

L'objectif de ce zonage consiste à délimiter avec précision les zones destinées à l'assainissement collectif et celles où l'assainissement autonome serait privilégié.

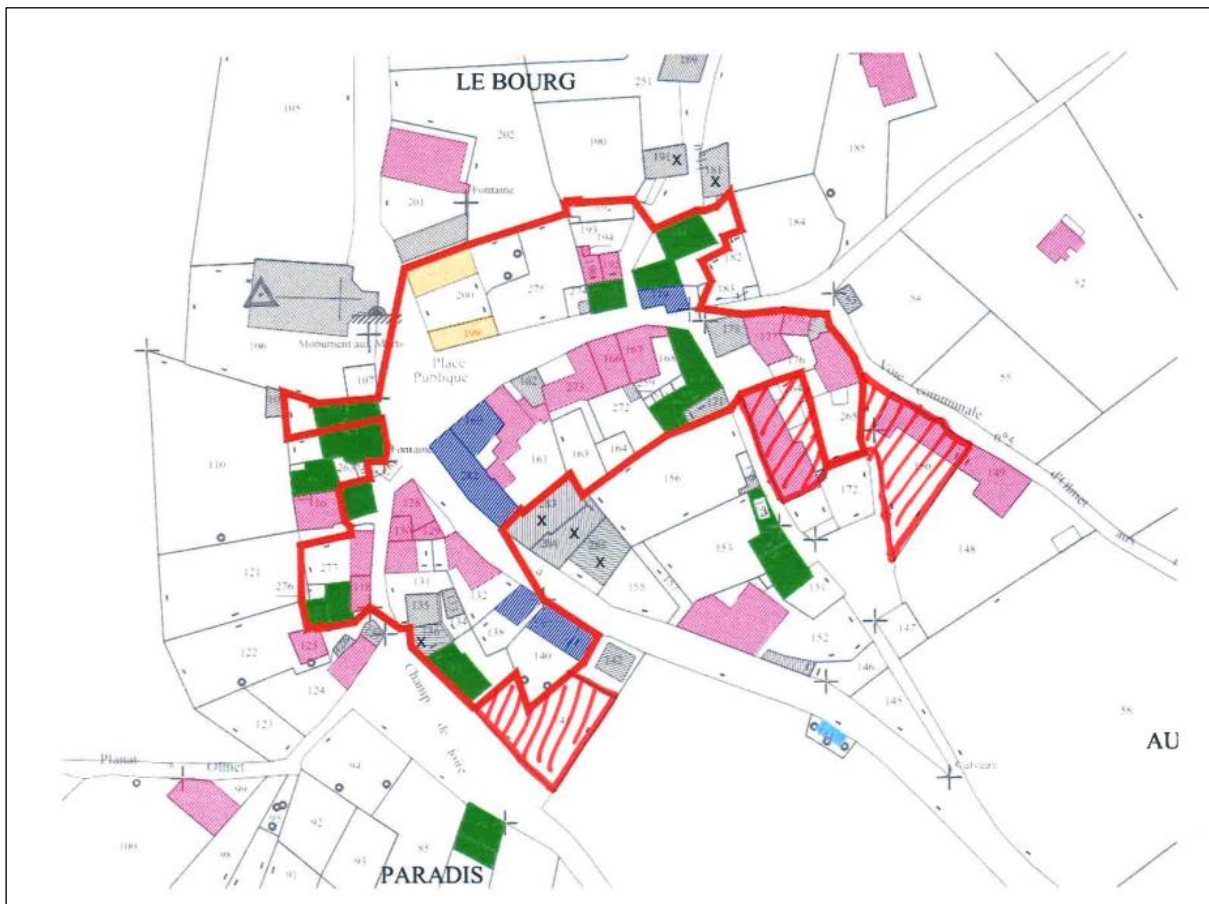
4.1. Zones d'assainissement collectif

Aujourd'hui, le secteur classé en assainissement collectif est déjà desservi par un réseau unitaire en rejet direct au milieu, ce dernier sera conservé en réseau pluvial (sous réserve d'inspections caméra). Un nouveau réseau de collecte eaux usées stricte sera créé depuis la rue des forges puis via la place du tilleul où une surprofondeur serait créée pour collecter les bâtiments communaux et toilettes publiques. Ensuite cheminement jusqu'au point bas via la rue du paradis et raccordement sur une station de traitement à créer.

L'étude de faisabilité a proposé dans le scénario 3 un périmètre du zonage collectif.

Suite à une réunion publique réalisée fin 2024, et en accord avec les propriétaires concernés, la collectivité a décidé de rajouter dans la zone d'assainissement collectif quelques parcelles situées à proximité du futur réseau.

Ci-dessous le périmètre proposé lors de l'étude de faisabilité, en hachure les parcelles rajoutées suite à la réunion publique.



A terme, l'assainissement collectif concernerait les habitations les plus regroupées du centre du bourg présentant des contraintes majeures pour l'implantation d'un dispositif d'assainissement autonome. Les autres habitations restant assainies de manière autonome possède suffisamment de foncier pour y implanter un dispositif d'assainissement individuel.

A l'issue de ce zonage, 25 habitations sont concernées (ou 30 habitations si l'on prend en compte les logements vacants) par la nouvelle emprise.

La carte du nouveau zonage est présentée en **annexe 4** où figure également une représentation schématique du réseau à mettre en œuvre.

Le reste du territoire communal relève de l'assainissement non collectif.

Pour le traitement des effluents, une station de traitement **d'une capacité de 40 EH** sera mise en place.

4.2. Zones d'assainissement non collectif

Tout logement situé en dehors de la zone d'assainissement collectif est classé en zone d'assainissement non-collectif.

Dans toutes ces zones, il est considéré que la mise en place d'un système d'assainissement collectif ne présente pas d'intérêt technique et environnemental et aurait un impact financier considérable.

Ce nouveau zonage, sera approuvé par la commune, avant d'être soumis à enquête publique.

Le classement des zones en assainissement collectif ou autonome pourra être revu ultérieurement en fonction d'éléments nouveaux non connus à ce jour.

5. Programme de travaux

Une étude de faisabilité a été réalisée par la société SOCAMA Ingénierie.

Le but de cette étude était de réaliser un état des lieux du système d'assainissement puis dans une seconde phase d'envisager plusieurs scénarios d'aménagement :

- **Scénario 1** : réalisation d'un assainissement collectif sur l'ensemble du bourg dans le respect du zonage de 2005.
- **Scénario 2** : réalisation d'assainissements non collectifs sur l'ensemble du bourg

Au fur et à mesure de la réflexion, un **troisième scénario** a été envisagé :

- Mise en œuvre d'une solution intermédiaire entre assainissement autonome et assainissement collectif de la totalité du bourg : un réseau d'assainissement collectif serait créé et limité aux habitations présentant des contraintes majeures pour la mise en place d'un système d'assainissement individuel.

Le projet retenu par la collectivité correspond au **troisième scénario** : il prévoit la mise en place d'un réseau d'assainissement destiné à collecter les effluents domestiques de 23 habitations (28 habitations si l'on comprend les logements vacants) situées dans le centre bourg de la commune, pour lesquelles la mise en œuvre d'un système d'assainissement autonome n'est pas envisageable. À cet effet, environ 400 mètres de canalisation seront installés afin de transporter les eaux usées vers une station d'épuration type lits plantés de roseaux d'une capacité de 40 Équivalents-Habitants (EH).

La filière de traitement privilégiée repose sur la technique des filtres plantés de roseaux à 2 étages. Elle apparaît bien adaptée au contexte de Olmet pour les raisons suivantes :

- Gestion des boues moins lourde que pour les autres filières de traitement de par l'absence de traitement primaire (Décanteur-digesteur), de par l'absence de vidange de boues régulières
- Nécessité de curer les boues seulement au bout de 10 ans. Les boues produites sont en partie minéralisées et sont en quantité moins importante.
- Performances épuratoires élevées pour les paramètres carbonés, particuliers et azotés
- Bonne intégration paysagère (**important, du fait de l'emprise de l'église Saint-Jean Baptiste**)
- Contraintes et coûts d'exploitation faibles
- Système d'assainissement générant peu d'odeurs
- Filière assez tolérante aux apports d'eaux parasites permanentes et aux apports d'eaux parasites temporaires, par rapport à une filière par boues activées.
- Type de filière bien maîtrisé.

L'inconvénient majeur de cette technique est l'absence de traitement du phosphore.

Les procédés épuratoires sont assurés principalement par des micro-organismes fixés, présents dans les massifs filtrants mais aussi dans la couche superficielle de boues retenues, dont le rôle est la dégradation de la matière organique. Le matériau de remplissage des massifs hormis son rôle de support aux micro-organismes a un rôle évident de filtration des matières en suspension (boues).

Enfin, le rôle des roseaux est divers, on citera principalement le fait qu'ils évitent le colmatage grâce à leurs tiges et pousses venant percer les dépôts de surface, qu'ils favorisent l'oxygénation du filtre par un transfert de l'oxygène depuis les parties aériennes vers les parties souterraines et que leurs rhizomes et racines servent de support au développement.

Si lors du scénario 1, deux emplacements différents au nord et à l'ouest du bourg ont été envisagés en accord avec la collectivité, **le scénario 3 a envisagé un troisième emplacement situé au sud du centre bourg** où la déclivité et la surface au sol sont suffisantes pour envisager une unité de traitement de type FPR tout à fait adapté à la configuration et fonctionnant de manière gravitaire sans apport d'énergie.

Le choix du scénario 3 s'est porté sur une implantation sur la parcelle cadastrale AI 78, en retrait des zones d'habitation.

L'installation comportera successivement les ouvrages suivants :

- Un regard de prélèvement en entrée de station muni d'une chute de 20 cm
- Un dégrilleur manuel avec entrefer de 40 mm. Le regard de dégrillage sera muni d'un trop plein.
- Un ouvrage de bâchées pour l'alimentation du 1er étage de filtres plantés de roseaux permettant d'assurer un volume de bâchée de 0,6 m³ et un débit de 10 m³/h.
- Une borne de lavage sera positionnée à proximité immédiate du dégrilleur afin d'assurer l'entretien.
- Un 1er étage de massif filtrant comprenant 3 lits présentant une surface totale de 60 m².
- Un ouvrage de bâchées pour l'alimentation du 1er étage de filtres plantés de roseaux permettant d'assurer un volume de bâchée de 0,6 m³ et un débit de 10 m³/h.
- Une borne de lavage sera positionnée à proximité immédiate de l'ouvrage d'injection.
- Un 2eme étage de massif filtrant comprenant 2 lits présentant une surface totale de 40 m².
- Un regard de prélèvement en sortie du 2eme étage
- Un canal venturi trapézoïdal (point A4) en amont du tube de rejet.
- Une borne de lavage sera positionnée à proximité immédiate du canal.

6. Coûts d'investissement liés à la mise en œuvre du nouveau zonage

Une étude technico-financière a été réalisée lors de l'étude de faisabilité (Cf. phase 2) pour les 3 solutions d'assainissement étudiées :

- **Scénario 1 : Assainissement collectif pour l'intégralité du bourg**

Installation d'un réseau d'assainissement collectif couvrant toutes les habitations du bourg, centralisant le traitement des eaux usées

- **Scénario 2 : Assainissement autonome généralisé à l'ensemble du bourg**

Mise en place d'un système d'assainissement non collectif pour chaque habitation, incluant une station de traitement individuelle (type fosse étanche ou compacte)

- **Scénario 3 : Solution mixte adaptée aux contraintes du terrain**

Création d'un réseau collectif partiel (au niveau du centre bourg) avec traitement des eaux usées, limité aux habitations pour lesquelles l'assainissement autonome est techniquement difficile, les autres demeurant en solution individuelle.

Il en ressort que la solution retenue est la solution 3, solution technico-financière la plus adaptée au contexte d'Olmet.

Le **scénario 1** a fait l'objet de 2 alternatives distinctes en proposant un emplacement différent pour l'implantation de l'unité de traitement. Le cout d'investissement opération a été estimé à 482 000 € HT pour la solution 1 (station au nord du centre bourg avec mise en œuvre d'un poste de relevage) et à 498 000 € HT pour la solution 2 proposant un système d'assainissement entièrement gravitaire avec une station située à l'ouset du centre bourg.

Lors de la présentation du scénario 1 le comité de pilotage a estimé l'investissement trop élevé pour la collectivité.

Le scénario 2 a mis en évidence l'impossibilité sur le centre bourg de réaliser un assainissement autonome par habitations principalement du au fait que bon nombre d'habitations ne disposent d'aucun terrain
La collectivité a évoqué l'éventualité de réaliser des ANC communs à plusieurs habitations sur le centre bourg mais au vu des difficultés d'entente entre riverains, de répartitions des couts, de partage de responsabilités afin d'assurer l'entretien et le bon fonctionnement de l'ouvrage, la collectivité n'a pas donné suite.

Le comité de pilotage a donc souhaité l'étude d'un **troisième scénario** qui aboutit à un cout d'investissement pour la collectivité de 273 000 € HT. Ce cout représente de l'ordre de 11 000 € par abonné raccordé actuellement présent au rôle de l'eau (considérant les 2 abonnés rajoutés suite à la réunion publique) ce qui est légèrement inférieur au scénario 1.

Concernant les habitations hors zonage collectif, les prix d'investissement peuvent être assez variables, en prenant un prix médian de 14 000 €/HT (travaux de réseau privatif + filière adaptée au contexte) et la mise en place d'un poste de relevage individuel pour 4 d'entre eux, on obtient un montant pour les 16 habitations de 216 000 € HT auxquels s'ajoutent les frais inhérents aux études à la parcelle et au SPANC.

7. Dispositions législatives et réglementaires du zonage d'assainissement

Ce chapitre a pour objectif de rappeler les dispositions législatives et réglementaires applicables à la commune et aux particuliers et les obligations en découlant suite à la définition du zonage d'assainissement.

7.1. Définition de l'assainissement non collectif

L'article 1 de l'arrêté du 7 septembre 2009, dernièrement modifié par l'arrêté du 26 février 2021, fixant les prescriptions techniques applicables aux installations d'assainissement non collectif recevant une charge brute de pollution organique inférieure ou égale à 1,2 kg/j de DBO5 désigne par "installation d'assainissement non collectif" toute installation d'assainissement assurant la collecte, le transport, le traitement et l'évacuation des eaux usées domestiques ou assimilées au titre de l'article R.214-5 du code de l'environnement des immeubles ou parties d'immeubles non raccordés à un réseau public de collecte des eaux usées.

7.2. Le cadre réglementaire de l'assainissement non collectif

7.2.1. Le particulier

7.2.1.1 Mise en œuvre et entretien

Le particulier a obligation de mettre en œuvre et d'entretenir (si la commune n'a pas décidé la prise en charge de l'entretien) son dispositif d'assainissement autonome.

L'article L 1331-1-1 du Code de la Santé Publique, créé par la loi sur l'eau et les milieux aquatiques, dispose : *"Les immeubles non raccordés au réseau public de collecte des eaux usées sont équipés d'une installation d'assainissement non collectif dont le propriétaire assure l'entretien régulier et qu'il fait périodiquement vidanger par une personne agréée par le représentant de l'état dans le département, afin d'en garantir le bon fonctionnement"*.

L'article R 2224-17 du Code Général des Collectivités Territoriales précise que : "les systèmes d'assainissement non collectif doivent permettre la préservation de la qualité des eaux superficielles et souterraines".

Les prescriptions techniques applicables aux systèmes d'assainissement non collectif sont définies par l'arrêté du 7 septembre 2009 modifié. Il est mentionné les points suivants :

→ Principes généraux :

- Article 2 : Les installations d'assainissement non collectif doivent être conçues, réalisées, réhabilitées et entretenues conformément aux principes généraux définis aux chapitres I et IV du présent arrêté.
- Article 3 : les installations doivent permettre le traitement commun de l'ensemble des eaux usées de nature domestiques constituées des eaux-vannes et des eaux ménagères produites par l'immeuble. Les eaux vannes peuvent être traitées séparément des eaux ménagères dans le cas de réhabilitation d'installations existantes ou des toilettes sèches. Dans ce cas, les eaux vannes sont prétraitées et traitées conformément aux articles 6 ou 7. S'il y a impossibilité technique, les eaux vannes peuvent être dirigées vers une fosse chimique ou fosse d'accumulation étanche, après autorisation de la commune. Les eaux ménagères sont traitées conformément aux articles 6 ou 7. En cas d'impossibilité technique elles peuvent être dirigées vers le dispositif de traitement des eaux vannes.
- Article 4 : les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas porter atteinte à la salubrité publique, à la qualité du milieu récepteur ni à la sécurité des personnes. Elles ne doivent pas présenter de risques pour la santé publique.

En outre, elles ne doivent pas favoriser le développement de gîtes à moustiques ni engendrer de nuisance olfactive. Tout dispositif de l'installation en surface est conçu de façon à assurer la sécurité des personnes et à éviter tout contact accidentel avec les eaux usées.

Les installations d'assainissement non collectif ne doivent pas présenter de risques de pollution des eaux souterraines ou superficielles. Il est interdit de les implanter à moins de 35 mètres d'un captage déclaré d'eau destinée à la consommation humaine. Cette distance peut être réduite pour des situations particulières permettant de garantir une eau propre à la consommation humaine. En cas d'impossibilité technique et lorsque l'immeuble est desservi par le réseau public de distribution d'eau potable, l'eau brute du captage est interdite à la consommation humaine.

Les installations mettant à l'air libre ou conduisant au ruissellement en surface des eaux usées brutes ou prétraitées doivent être conçues de façon à éviter tout contact accidentel avec ces eaux et doivent être implantées à distance des habitations de façon à éviter toute nuisance.

→ Traitement :

- Article 6 : l'installation comprend :
 - Un dispositif de prétraitement réalisé in situ ou préfabriqué
 - Un dispositif de traitement utilisant le pouvoir épurateur du sol

Peuvent également être installés les dispositifs de traitement utilisant un massif reconstitué :

- Soit des sables et graviers dont le choix et la mise en place sont appropriés
 - Soit un lit à massif de zéolithe
- Article 7 : les eaux usées domestiques peuvent être également traitées par des installations composées de dispositifs agréés par les organismes notifiés (compétents dans le domaine des produits d'assainissement et désignés par arrêté des ministres chargés de l'environnement et de la santé, à savoir le CERIB et le CSTB), à l'issue d'une procédure d'évaluation de l'efficacité et des risques que les installations peuvent engendrer directement ou indirectement sur la santé et l'environnement.

→ Evacuation :

- Article 11 : les eaux traitées sont évacuées par le sol en place sous-jacent ou juxtaposé au traitement, au niveau de la parcelle de l'immeuble, afin d'assurer la permanence de l'infiltration, si sa perméabilité est comprise entre 10 et 500 mm/h.
Les eaux usées traitées, pour les mêmes conditions de perméabilité, peuvent être réutilisées pour l'irrigation souterraine de végétaux. Exception pour les végétaux destinés à la consommation humaine et lorsqu'il y a possibilité de stagnation en surface ou de ruissellement des eaux usées traitées.
- Article 12 : dans le cas où le sol en place ne respecte pas les critères définis à l'article 11, les eaux usées traitées sont drainées et rejetées vers le milieu hydraulique superficiel après autorisation du propriétaire ou du gestionnaire du milieu récepteur, s'il est démontré qu'aucune autre solution d'évacuation n'est envisageable.
-
- Article 13 : les rejets d'eaux usées domestiques, même traités, sont interdits dans un puisard, puits perdu, puits désaffecté, cavité naturelle ou artificielle profonde.
En cas d'impossibilité de rejet conformément aux articles 11 et 12, les eaux usées traitées peuvent être évacuées par puits d'infiltration dans une couche sous-jacente, de perméabilité comprise entre 10 et 500 mm/h. Ce mode d'évacuation est autorisé par la commune sur la base d'une étude hydrogéologique sauf mention contraire précisée dans l'avis publié conformément à l'article 9.

→ Entretien et élimination des sous-produits et matières de vidange :

- Article 14 : l'élimination des matières de vidange doit être effectuée conformément aux dispositions réglementaires, notamment celles prévues par les plans départementaux visant la collecte et le traitement de matières de vidange.
-
- Article 15 : les installations d'assainissement non collectif sont entretenues régulièrement par le propriétaire de l'immeuble et vidangées par des personnes agréées par le Préfet.

La périodicité de vidange de la fosse toutes eaux doit être adaptée en fonction de la hauteur de boues, qui ne doit pas dépasser 50 % du volume utile, sauf mention contraire précisée dans l'avis publié conformément à l'article 9.

- Article 16 : l'installation, l'entretien et la vidange des dispositifs constituant l'installation d'assainissement non collectif se font conformément au guide d'utilisation rédigé en français et remis au propriétaire de l'installation lors de la réalisation ou réhabilitation de l'installation d'assainissement non collectif.

→ Cas particulier :

- Article 17 : les toilettes dites sèches (sans apport d'eau de dilution ou de transport) sont autorisées, à la condition qu'elles ne génèrent aucune nuisance pour le voisinage, ni rejet liquide en dehors de la parcelle, ni pollution des eaux superficielles ou souterraines.
Les sous-produits issus de l'utilisation de toilettes sèches et après compostage doivent être valorisés sur la parcelle et ne générer aucune nuisance pour le voisinage, ni pollution.
En cas d'utilisation de toilettes sèches, l'immeuble doit être équipé d'une installation conforme au présent arrêté afin de traiter les eaux ménagères. Le dimensionnement de cette installation est adapté au flux estimé des eaux ménagères.

7.2.1.2 Financement du contrôle de l'assainissement non collectif

L'utilisateur d'un système d'assainissement non collectif devra participer au financement du service de contrôle de l'assainissement non collectif conformément à l'article R2224-19-5 du Code Général des Collectivités Territoriales.

7.2.2. La commune

D'après l'article L 2224-8 du Code Général des Collectivités Territoriales, "les communes sont compétentes en matière d'assainissement des eaux usées".

Elles assurent notamment "le contrôle des installations d'assainissement non collectif". Cette mission de contrôle est effectuée soit par une vérification de la conception et de l'exécution des installations réalisées ou réhabilitées, soit par un diagnostic de bon fonctionnement et d'entretien pour les autres installations, établissant, si nécessaire, une liste des travaux à effectuer.

Les communes "effectuent ce contrôle au plus tard le 31 décembre 2012, puis selon une périodicité qui ne peut pas excéder dix ans".

Les communes peuvent également, avec l'accord écrit du propriétaire, assurer l'entretien, les travaux de réalisation et réhabilitation des installations d'assainissement non collectif, prescrits dans le document de contrôle. Elles peuvent en outre assurer le traitement des matières de vidange.

Selon l'article R 2224-19-1 du Code Général des Collectivités Territoriales, lorsque le service d'assainissement concerne à la fois l'assainissement collectif et non collectif, deux redevances distinctes sont instituées.

Selon l'article R 2224-19-5 du Code Général des Collectivités Territoriales, la redevance d'assainissement non collectif "comprend une part destinée à couvrir les charges de contrôle de la conception, de l'implantation et

de la bonne exécution et du bon fonctionnement des installations et, le cas échéant, une part destinée à couvrir les charges d'entretien de celles-ci. La part représentative des prestations d'entretien n'est due qu'en cas de recours au service d'entretien par l'utilisateur. Les modalités de tarification doivent tenir compte de la nature des prestations assurées."

Les possibilités de gestion de ce service public de l'assainissement non collectif (SPANC) sont multiples : régie, délégation de service ou prestation de service.

7.3. Modalités du contrôle de l'assainissement non collectif

Les modalités du contrôle exercé par la commune sont décrites dans l'arrêté du 27 avril 2012.

"Pour les installations neuves ou à réhabiliter la mission de contrôle consiste en :

- a) Un examen préalable de la conception : cet examen consiste en une étude du dossier fourni par le propriétaire de l'immeuble, complétée si nécessaire par une visite sur site, qui vise notamment à vérifier :
 - L'adaptation du projet au type d'usage, aux contraintes sanitaires et environnementales, aux exigences et à la sensibilité du milieu, aux caractéristiques du terrain et à l'immeuble desservi ;
 - La conformité de l'installation envisagée au regard de la réglementation en vigueur.
- b) Une vérification de l'exécution : cette vérification consiste, sur la base de l'examen préalable de la conception de l'installation et lors d'une visite sur site effectuée avant remblayage, à :
 - Identifier, localiser et caractériser les dispositifs constituant l'installation ;
 - Repérer l'accessibilité ;
 - Vérifier le respect des prescriptions techniques réglementaires en vigueur.

A l'issue de l'examen préalable de la conception, la commune élabore un rapport d'examen de conception remis au propriétaire de l'immeuble. Ce document comporte :

- La liste des points contrôlés ;
- La liste des éventuels manques et anomalies du projet engendrant une non-conformité au regard des prescriptions réglementaires ;
- La liste des éléments conformes à la réglementation ;
- Le cas échéant, l'attestation de conformité du projet prévue à l'article R. 431-16 du code de l'urbanisme.

A l'issue de la vérification de l'exécution, la commune rédige un rapport de vérification de l'exécution dans lequel elle consigne les observations réalisées au cours de la visite et où elle évalue la conformité de l'installation. En cas de non-conformité, la commune précise la liste des aménagements ou modifications de l'installation classés, le cas échéant, par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation. La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage.

Pour les autres installations, la mission de contrôle consiste à :

- Vérifier l'existence d'une installation ;
- Vérifier le bon fonctionnement et l'entretien de l'installation ;
- Évaluer les dangers pour la santé des personnes ou les risques avérés de pollution de l'environnement ;
- Évaluer une éventuelle non-conformité de l'installation.

La commune demande au propriétaire, en amont du contrôle, de préparer tout élément probant permettant de vérifier l'existence d'une installation d'assainissement non collectif.

Si, lors du contrôle, la commune ne parvient pas à recueillir des éléments probants attestant de l'existence d'une installation d'assainissement non collectif, alors la commune met en demeure le propriétaire de mettre

en place une installation conformément aux dispositions prévues à l'article L. 1331-1-1 du code de la santé publique.

Dans le cas où la commune n'a pas décidé de prendre en charge l'entretien des installations d'assainissement non collectif, la mission de contrôle consiste à :

- Lors d'une visite sur site, vérifier la réalisation périodique des vidanges et l'entretien périodique des dispositifs constituant l'installation ;
- Vérifier, entre deux visites sur site, les documents attestant de la réalisation des opérations d'entretien et des vidanges, notamment les bordereaux de suivi des matières de vidange établis.

Les installations existantes sont considérées non conformes dans les cas suivants :

- a) Installations présentant des dangers pour la santé des personnes ;
- b) Installations présentant un risque avéré de pollution de l'environnement ;
- c) Installations incomplètes ou significativement sous-dimensionnées ou présentant des dysfonctionnements majeurs.

Pour les cas de non-conformité prévus aux a et b de l'alinéa précédent, la commune précise les travaux nécessaires, à réaliser sous quatre ans, pour éliminer les dangers pour la santé des personnes et les risques avérés de pollution de l'environnement.

Pour les cas de non-conformité prévus au c, la commune identifie les travaux nécessaires à la mise en conformité des installations.

En cas de vente immobilière, dans les cas de non-conformité prévus aux a, b et c, les travaux sont réalisés au plus tard dans un délai d'un an après la signature de l'acte de vente.

Pour les installations présentant un défaut d'entretien ou une usure de l'un de leurs éléments constitutifs, la commune délivre des recommandations afin d'améliorer leur fonctionnement.

A l'issue du contrôle, la commune rédige un rapport de visite où elle consigne les observations réalisées au cours de la visite et qui comporte le prénom, le nom et la qualité de la personne habilitée pour approuver le document ainsi que sa signature. La commune établit notamment dans ce document :

- Des recommandations à l'adresse du propriétaire sur l'accessibilité, l'entretien ou la nécessité de faire des modifications ;
- La date de réalisation du contrôle ;
- La liste des points contrôlés ;
- L'évaluation des dangers pour la santé des personnes et des risques avérés de pollution de l'environnement générés par l'installation ;
- L'évaluation de la non-conformité ;
- Le cas échéant, la liste des travaux, classés par ordre de priorité, à réaliser par le propriétaire de l'installation ;
- Le cas échéant, les délais impartis à la réalisation des travaux ou modifications de l'installation ;
- La fréquence de contrôle qui sera appliquée à l'installation au regard du règlement de service.

Le rapport de visite constitue le document mentionné à l'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique.

En cas de vente, la durée de validité de trois ans de ce rapport de visite, fixée à l'article L. 1331-11-1 du code de la santé publique, s'applique à compter de la date de réalisation du contrôle.

Sur la base des travaux mentionnés dans le document établi par la commune à l'issue de sa mission de contrôle, le propriétaire soumet ses propositions de travaux à la commune, qui procède, si les travaux engendrent une réhabilitation de l'installation, à un examen préalable de la conception.

La commune effectue une contre-visite pour vérifier l'exécution des travaux dans les délais impartis, avant remblayage.

Le délai de réalisation des travaux demandés au propriétaire de l'installation par la commune court à compter de la date de notification du document établi par la commune qui liste les travaux. Le maire peut raccourcir ce délai selon le degré d'importance du risque.

L'accès aux propriétés privées prévu par l'article L. 1331-11 du code de la santé publique doit être précédé d'un avis de visite notifié au propriétaire de l'immeuble et, le cas échéant, à l'occupant, dans un délai précisé dans le règlement du service public d'assainissement non collectif et qui ne peut être inférieur à sept jours ouvrés. "

7.4. Le cadre réglementaire de l'assainissement collectif

7.4.1. Le particulier

L'article L 1331-1 du Code de la Santé Publique indique que lorsqu'un réseau de collecte des eaux usées est établi sous la voie publique, les immeubles qui y ont accès soit directement, soit par l'intermédiaire de voies privées ou de servitudes de passage, ont l'obligation de se raccorder dans un délai de 2 ans à compter de la mise en service de ce réseau.

L'article L 1331-4 du Code de la Santé Publique précise que tous les ouvrages nécessaires pour amener les eaux usées à la partie publique du branchement sont à la charge exclusive des propriétaires.

L'article L 1331-2 du Code de la Santé Publique mentionne que lors de la construction d'un nouveau réseau public de collecte ou de l'incorporation d'un réseau public de collecte pluvial à un réseau disposé pour recevoir les eaux usées d'origine domestique, la commune peut exécuter d'office les parties des branchements situées sous la voie publique (jusque et y compris le regard le plus proche des limites du domaine public). Pour les immeubles édifiés postérieurement à la mise en service du réseau public de collecte, la commune peut se charger, à la demande des propriétaires, de l'exécution de la partie des branchements mentionnés à l'alinéa précédent.

La commune est autorisée à se faire rembourser par les propriétaires intéressés tout ou partie des dépenses diminuées des subventions éventuelles obtenues et majorées de 10 % pour frais généraux.

Tout déversement, autre que domestique, dans les réseaux publics doit être préalablement autorisé par la collectivité compétente en matière de collecte à l'endroit du déversement (article L 1331-10 du Code de la Santé Publique). L'autorisation fixe, suivant la nature du réseau à emprunter ou des traitements mis en œuvre, les caractéristiques que doivent présenter ces eaux usées pour être reçues.

7.4.2. La commune

L'article L 2224-8 du Code Général des Collectivités indique que les communes prennent obligatoirement en charge les dépenses relatives aux systèmes d'assainissement collectif notamment aux stations de traitement des eaux usées et à l'élimination des boues qu'elles produisent.

Les services d'assainissement sont des services publics à caractère industriels et commerciaux qui donnent lieu à la perception d'une redevance.

Les dispositions générales de ces services publics sont précisées dans le Code Général des Collectivités Territoriales dont nous rappelons les principaux articles :

Article L. 2224-1

Les budgets des services publics à caractère industriel ou commercial exploités en régie, affermés ou concédés par les communes, doivent être équilibrés en recettes et en dépenses.

Article L. 2224-2

Il est interdit aux communes de prendre en charge dans leur budget propre des dépenses au titre des services publics visés à l'article L 2224-1.

Toutefois, le conseil municipal peut décider une telle prise en charge lorsque celle-ci est justifiée par l'une des raisons suivantes :

- 1) Lorsque les exigences du service public conduisent la collectivité à imposer des contraintes particulières de fonctionnement ;
- 2) Lorsque le fonctionnement du service public exige la réalisation d'investissements qui, en raison de leur importance et eu égard au nombre d'usagers, ne peuvent être financés sans augmentation excessive des tarifs ;
- 3) Lorsque, après la période de réglementation des prix, la suppression de toute prise en charge par le budget de la commune aurait pour conséquence une hausse excessive des tarifs.

La décision du conseil municipal fait l'objet, sous peine de nullité, d'une délibération motivée. Cette délibération fixe les règles de calcul et les modalités de versement des dépenses du service prises en charge par la commune, ainsi que le ou les exercices auxquels elles se rapportent. En aucun cas, cette prise en charge ne peut se traduire par la compensation pure et simple d'un déficit de fonctionnement.

L'interdiction prévue au premier alinéa n'est pas applicable aux services de distribution d'eau potable et d'assainissement dans les communes de moins de 3 000 habitants et les groupements composés de communes dont la population ne dépasse pas 3 000 habitants.

Article L. 2224-4

Les délibérations ou décisions des conseils municipaux ou des autorités locales compétentes qui comportent augmentation des dépenses des services publics industriels ou commerciaux exploités en régie, affermés ou concédés, ne peuvent être mises en application lorsqu'elles ne sont pas accompagnées du vote de recettes correspondantes.

Article L. 2224-5

Le maire présente au conseil municipal ou le président de l'établissement public de coopération intercommunale présente à son assemblée délibérante un rapport annuel sur le prix et la qualité du service public d'eau potable destiné notamment à l'information des usagers.

Ce rapport est présenté au plus tard dans les neuf mois qui suivent la clôture de l'exercice concerné. Le rapport et l'avis du conseil municipal ou de l'assemblée délibérante sont mis à la disposition du public dans les conditions prévues à l'article L. 1411-13.

Les services d'assainissement municipaux sont soumis aux dispositions du présent article.

Article L. 2224-6

Les communes et groupements de communes de moins de 3 000 habitants peuvent établir un budget unique des services de distribution d'eau potable et d'assainissement si les deux services sont soumis aux mêmes règles d'assujettissement à la taxe sur la valeur ajoutée et si leur mode de gestion est identique.

Le budget et les factures émises doivent faire apparaître la répartition entre les opérations relatives à la distribution d'eau potable et celles relatives à l'assainissement.

ANNEXE

Annexe 1 :

Plan du zonage collectif 2005

Annexe 2 :

Qualité milieux récepteur

Annexe 3 :

Cartographie des risques sur la commune de L'Olmet

Annexe 4 :

Plan du zonage d'assainissement révisé

Annexe 5 :

Fiches techniques des filières d'assainissement non collectif

Annexe 6 :

Réseaux de collecte existants

ANNEXE 1

Plan du zonage collectif 2005

ANNEXE 2

Qualité milieux récepteur

ANNEXE 3

Cartographie des risques sur la commune de l'Olmet

ANNEXE 4

Plan du zonage d'assainissement révisé

ANNEXE 5

Fiches techniques des filières d'assainissement non collectif

ANNEXE 6

Réseaux de collecte existants

